

Déclaration de franchissement de seuil (article L. 233-7 du Code de commerce)

Publicité des clauses d'une convention entre actionnaires (article L. 233-11 du Code de commerce)

PHONE SYSTEMS ET NETWORK

(Nouveau marché)

- 1 - Par courrier en date du 5 août 2004, la société L-A Finances (16 place Vendôme, 75001 Paris), contrôlée par Monsieur Antoine Labbé, a déclaré que, le 3 août 2004, à la suite de l'acquisition d'actions PHONE SYSTEMS & NETWORK réalisée en dehors du marché réglementé selon les dispositions des articles 4-1-32 et suivants du Règlement général du Conseil des marchés financiers, elle avait franchi en hausse le seuil de 5% du capital et des droits de vote de la société et détenait 65 000 actions PHONE SYSTEMS & NETWORK représentant autant de droits de vote, soit 5,09% du capital et des droits de vote¹ de la société.
- 2 - Par le même courrier, en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce, l'Autorité des marchés financiers a été destinataire d'un pacte d'actionnaires conclu le 3 août 2004 entre d'une part, Monsieur Georges Kammermann, Monsieur Eric Saiz et la société GESK², représentée par Monsieur Eric Saiz (ci-après désignés les fondateurs) et d'autre part la société L-A Finance (ci-après désignée LAF). Les principales dispositions de ce pacte ont trait :
 - en une clause "anti dilution" au terme de laquelle les fondateurs reconnaissent à LAF un droit permanent au maintien de sa participation dans le capital de la société à hauteur de sa quote-part actuelle; en conséquence les fondateurs s'engagent à voter en faveur du maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre de toute opération sur le capital entraînant une dilution immédiate ou à terme, hormis ce qui est visé au point suivant et le cas de tout plan de "stock option" ou d'émission de valeurs mobilières au profit des salariés représentant après dilution 2% du capital de la société. Si, pour une raison quelconque LAF voit sa quote-part diminuer, sauf renonciation par cette dernière à l'exercice de ses droits, les fondateurs se porteront fort à la demande de LAF soit de céder le nombre de titres nécessaires, à un prix identique que celui retenu pour l'opération sur le capital, pour que le niveau de la participation de cette dernière soit maintenue, soit de mettre en place une nouvelle émission de titres de même nature ;
 - en une clause de droit de priorité sur les financements de la société, au terme de laquelle dans le cas où les organes sociaux décideraient à procéder à un ou plusieurs financements de la société, les fondateurs s'engagent, pour autant qu'ils détiennent la majorité des droits de vote de la société, de ce qu'il sera offert en priorité à LAF la possibilité d'assurer ces financements en apportant à sa convenance tout ou partie des concours souhaités par la société, sans pour autant que le montant de sa participation n'excède 14% du capital social après dilution ;

¹ Sur la base d'un capital composé de 1 276 450 actions représentant autant de droits de vote.

² Société contrôlée par Messieurs Georges Kammermann et Eric Saiz.

- en la possibilité pour LAF de participer au conseil d'administration de la société à titre informatif; en outre, LAF pourra demander, au cours des trois prochaines années, à bénéficier d'un poste au sein du conseil d'administration tant qu'elle demeurera actionnaire de la société, et les fondateurs s'engagent, tant qu'ils seront actionnaires de la société, à voter en faveur de toute résolution allant dans ce sens ;
- en ce que les fondateurs s'engagent à ce qu'aucune prestation de services ne soit facturée à la société directement ou indirectement par eux ;
- en ce que les fondateurs s'engagent de ce qu'au cours des douze mois suivants la signature du présent pacte, la société ne procède à aucune opération sur le capital sur la base d'une valorisation inférieure à 6,30 € par action, à l'exception de toute opération en faveur des salariés de la société dans la limite de 2% du capital après dilution ;
- en une information sur les conditions de cession par les fondateurs de tout bloc supérieur à 5% du capital social, et en un droit de sortie au bénéfice de LAF dans l'hypothèse où les fondateurs céderaient, en une ou plusieurs fois, tout ou partie de leur participation représentant globalement plus de 50% du capital et/ou des droits de vote de la société à un tiers; si LAF exerce son droit de sortie, les conditions financières de sa sortie seront, en cas de cession par les fondateurs d'un seul et même bloc, les mêmes que celles proposées par le tiers aux fondateurs, et, en cas de cession de plusieurs bloc par les fondateurs au tiers, celles-ci seront basées sur le montant le plus élevé entre d'une part le montant retenu pour la transaction permettant à LAF d'exercer son droit de sortie et, d'autre part, le montant correspondant à la moyenne pondérée des prix auxquels les blocs (portant sur au moins 5% du capital social de la société) auront été cédés antérieurement ;
- en ce que les parties s'engagent à ne pas dépasser un seuil de détention du capital de la société, de 14% en ce qui concerne LAF et de 80% en ce qui concerne les fondateurs et ce pour ne pas atteindre ensemble pour quelque raison que ce soit le seuil de détention de 95% du capital social de la société.

Ce pacte est conclu pour une durée de cinq années, à l'exception des stipulations relatives au droit de sortie dont bénéficie LAF qui resteront en vigueur pour une durée de sept années. Le pacte sera caduc dès lors que LAF ne sera plus actionnaire de la société.
